

Défense: investisseurs et industriels conviés à Bercy jeudi pour trouver des financements

Présentation gouvernement | finance | budget | défense | industrie | armes | conflit | commerce | investissements | banque | assurances | épargne | France | Ukraine | Russie | USA

Paris, France | AFP | mardi 18/03/2025 - 05:00 UTC+1 | 666 mots

par Martine PAUWELS / Benoît PELEGREN

Les ministres de l'Economie, Eric Lombard, et des Armées, Sébastien Lecornu, réunissent jeudi à Bercy investisseurs privés et industriels de la défense afin de mobiliser des financements pour ce secteur, au moment où l'Europe veut se réarmer face à la menace russe.

Banques, assurances et fonds d'investissement échangeront avec des PME, ETI et grandes entreprises sur leurs besoins en financement afin de répondre au défi de la montée en cadence de la production et de l'innovation, et ainsi consolider l'autonomie stratégique européenne.

"Il y a un rôle à jouer pour chacun dans le renforcement de notre base de défense", a commenté auprès de l'AFP Alexis Dupont, directeur général de **France Invest**, la fédération professionnelle des fonds d'investissement.

Objectif: encourager des financements dans un secteur qui a souffert d'une certaine frilosité de la part de certains investisseurs avec la montée en puissance des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

"On va regarder de quoi les entreprises ont besoin dans le secteur de la défense: est-ce qu'elles ont besoin de prêts, est-ce qu'elles ont besoin de fonds propres, est-ce qu'elles ont besoin de capacité à produire plus, est-ce qu'elles ont besoin de capacité à travailler plus en tant que groupe européen, plutôt que petites entreprises?", a indiqué la ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, samedi sur France Inter.

- Livret A -

Son collègue Eric Lombard a dit la semaine dernière privilégier des produits d'épargne existants plutôt que la création d'un livret dédié.

"Je demande aux grands réseaux bancaires, d'assurance, de conseillers financiers de proposer aux Français des produits permettant de financer l'effort de défense", a-t-il par ailleurs déclaré, vendredi sur France 2.

Quant au Livret A, il "peut tout à fait financer les infrastructures de défense, de ce côté-là il peut y avoir une contribution, mais pas sur le matériel d'armement qui relève de l'Etat", a estimé M. Lombard sur BFMTV dimanche.

Des investisseurs privés pourraient profiter de l'événement du 20 mars pour faire des annonces sur le fléchage de capitaux vers la défense, tandis que la mobilisation de l'investissement public pourrait faire intervenir Bpifrance ou la Caisse des dépôts, selon le ministère de l'Economie et des Finances.

"Si, dans votre assurance vie, vous décidez que sur les 10.000 d'euros d'épargne que vous avez (...), vous voudriez mettre ça au profit d'entreprises qui sont rentables (...) dans le secteur de la défense, que vous puissiez le faire", a expliqué Amélie de Montchalin.

"Aujourd'hui (...) ce n'est pas très répandu, c'est même très confidentiel, parce qu'aussi depuis des années on a considéré qu'investir dans la défense, c'était exclu du périmètre d'investissement (...) notamment au nom des règles de responsabilité

des entreprises. Cela aussi doit changer", a-t-elle ajouté.

Elle s'est toutefois voulue rassurante: "il n'y a aucun projet de confiscation de l'épargne des Français".

- Capacité augmentée -

La base industrielle et technologique de défense (BITD) française compte neuf grands groupes, 4.500 entreprises (ETI et PME) et 210.000 salariés, selon des chiffres cités par le délégué général à l'armement Emmanuel Chiva.

"Depuis 2022, la capacité à produire des canons a été multipliée par trois. Depuis 2022, la capacité à produire des missiles a été multipliée par quatre. C'est la preuve de notre capacité à monter en charge et à faire face aux nouvelles menaces", avait illustré le ministre de l'Industrie Marc Ferracci le 11 mars à l'Assemblée nationale.

La réunion de jeudi ne portera pas sur la manière dont l'Etat financera l'augmentation de ses dépenses militaires, qui pèsent actuellement environ 2% du produit intérieur brut (PIB) et que le président Emmanuel Macron souhaite porter à 3% voire 3,5%.

Cela impliquerait de devoir trouver une trentaine de milliards d'euros supplémentaires chaque année, une gageure pour le gouvernement tant les finances publiques sont mal en point. Ce sera d'autant plus difficile qu'il exclut d'augmenter les impôts et de dévier de son objectif de ramener le déficit public à 5,4% du PIB en 2025.

La loi de programmation militaire est actuellement dotée d'environ 413 milliards pour 2024-2030.

mpa-bp/ak/vk